



SNUipp-FSU
Haute-Garonne



Ecole & syndicat flash 31

Le site du SNUipp 31 : <http://31.snuipp.fr>

N° 2
novembre 2020

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 25 novembre 2020

On lâche rien !

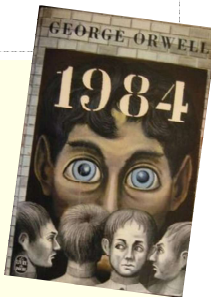
Un plan d'Urgence pour les SERVICE PUBLICS !



E
D
I
T
O

"1984",

dystopie glaçante
régime
policié totalitaire.
Rien que le nom



du projet de loi débattu à
l'assemblée nationale devrait
nous révolter.

Comment est-ce possible?

"LOI DE SÉCURITÉ
GLOBALE". Cela glace. Fait
froid dans le dos.

Une loi où tout serait permis à la
police (contrôles, drones
filmeurs, identification faciale
instantanée, etc.) et où tous

témoignages et informations en
images serait interdits à la
population et aux medias...

ENORME, et pourtant ça passe.

Que cette loi soit votée ou non,
le fait même que son projet soit
formulé et débattu est
ENORME.

Que ministres et gouvernants
nient les violences policières est
une chose, qu'ils les effacent en
les rendant invisibles en est
une autre. Ils font pire que
préparer le terrain à un parti
totalitaire aux aguets, ils mettent

Un plan d'Urgence pour l'Ecole !

Nous ne voulons pas de ce monde !



RÉGULARISATION
DES SANS-PAPIERS
FERMETURE DES CRA
LOGEMENT POUR
TOUTES ET TOUS



SNUipp-FSU 31 - 52 rue Jacques Babinet - 31100 TOULOUSE - Tél : 05.61.43.60.62 - Fax : 05.61.43.60.69 - Email : snu31@snuipp.fr

Ce journal vous est envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp 31. Conformément à la loi du 06/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous

Dir de Pub: L. CADRELLS
CPPAP: 0924507080
ISSN: 1241-025X
Imprimé par nos soins
Prix: 0,40 € BI-mestriel



EditoSoniaPIALLG&SéparatismeEtat des lieux SanspapUniversitédePrintemps

EDITO (suite)

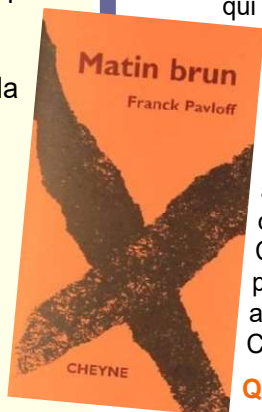
en place son programme et son idéologie. Resterons-nous apathiques et résignés? Attendrons nous, comme dans le poème de Martin Niemöller (Je n'ai rien dit..) ou le livre de Franck Pavloff (Matin Brun) qu'il soit trop tard? Et bien non bien sûr que NON ! Même si la période est difficile pour nous tou·te·s, on ne se résigne pas. On ne se résigne pas à laisser à nos enfants, à celles et ceux qui sont dans nos classes, un monde d'horreurs pour seule perspective, que ce soit sur le plan social, politique, écologique! NON au monde de "La servante écarlate" ! Après un 10 novembre réussi, cette belle manif du 21 novembre, qui a vu, en plein confinement, plus de 8 000 personnes défiler pour un plan d'urgence pour la Santé, l'Ecole et tous les services publics est un formidable encouragement à résister. Résister ensemble, collectivement. Résister, mais aussi revendiquer en urgence, une autre société, un autre monde, le meilleur des mondes... (pas celui d'Huxley...)

Si chaque petit acte de résistance individuelle est essentiel, n'oublions pas que seul·e, on avance peut-être plus vite... mais ensemble, on va plus loin... Alors, en décembre et/ou en janvier, on se retrouve pour défiler et ensemble, aller plus loin ? Chiche !

On lâche rien !

Sonia...

Nous avons appris le **lundi 12 octobre, le décès de notre collègue et amie de l'école élémentaire PAPUS, SONIA VINCENT- BARTHELEMY, c'est une terrible nouvelle.** C'était une grande fidèle du SNUIPP- FSU dont qui elle partageait l'orientation syndicale. Elle était un relais efficace auprès des collègues de son école. **SONIA** ne loupait jamais une grande manif. Son sourire, sa joie de vivre, son énorme gentillesse, son professionnalisme en font « une grande dame qui n'a jamais oublié d'être tendre ». Ses qualités humaines, sa grande aura, son goût de la vie, sa générosité, son intelligence et la force de sa réflexion pédagogique forcent le respect. **C'est avec le cœur plein de tristesse et de « colère »** face à cette disparition brutale, que nous adressons au nom du SNUIPP- FSU31, les plus sincères condoléances et témoignons tout notre soutien et de fortes pensées à sa fille Charlotte, à sa sœur Nicole ainsi qu'à toute sa famille, ses proches, avec une pensée particulière pour ses collègues de l'école PAPUS, très affecté·es, ses ami·es, mais aussi les parent·es d'élèves et les élèves de l'école. C'est une collègue, une amie que nous pleurons. Elle va nous manquer !



Quelques mots, des pages entières... nous vous invitons à vous emparer de notre tribune libre, pour écrire, « Sonia »... Pour cela, sur notre site, **rechercher l'article : [Dans ma maison, il y a... \(On clique\)](#)**

... à vous lire.



PIAL

Dégradation des conditions de travail des AESH et des équipes

Pourquoi tant d'empressement ?

La course effrénée du DASEN, via les IEN de circonscription, pour la mise en place de ce dispositif est catastrophique

dans la gestion des AESH. Rentabilité, renforcement de la hiérarchie, emplois du temps modifiables en cours d'année, contenu des contrats (quotité, lieu d'exercice) modifiés par simple avenant, temps incomplet qui reste la règle, accompagnement imposé de plus de 3 élèves, accompagnement mutualisé à outrance (de plus en plus d'élèves souffrant d'autisme et de trisomie n'ont même plus accès à un accompagnement individualisé), mise en concurrence des élèves en situation de handicap, ils perdent une partie de leur accompagnement effectif pour répondre à l'urgence d'autres situations pour d'autres élèves, sans parler notamment de l'absence éventuelle d'AESH qui ne sont jamais remplacé·e·s...

Sur le terrain, une énorme arnaque !

Le rectorat demande un redéploiement en urgence des moyens d'accompagnement, ce qui entraîne pour les AESH concerné·es de quitter un élève, une école, une équipe du jour au lendemain... Certain·es IEN «délèguent» ce travail aux AESH référent·es (hors du cadre de leur mission) et parfois même il est demandé aux AESH concerné·es de choisir

entre elles·eux ... **Inacceptable !**

Cela entraîne conflits et souffrance au travail, perte du sens de la mission... Des grèves comme à Lanta et Caraman mettent en lumière le mépris et les dysfonctionnements

Le SNUIPP-FSU ne peut que constater que la mise en place des PIAL, en plus d'être, une mauvaise réponse à l'inclusion, a pour conséquence une dégradation du service rendu aux familles, aux élèves, en un mot, du Service Public d'Education. Cela impacte l'ensemble des écoles et des équipes tout le monde est concerné.

Le mépris ça suffit !

Rassemblons-nous, Adjoint·e·s, Directrices·eurs, AESH, échangeons, débattons, organisons-nous pour lister nos revendications et transformer cette colère en actions.

Nous vous invitons toutes et tous à participer à notre VISIO/RIS : « PIAL parlons-en » le mardi 15/11 à 17h30. S'inscrire sur le site et répondre à la mini enquête. Cliquer ICI

Un article de notre site pour aller plus loin et comprendre ce que sont les PIAL :

- « Le PIAL : Un outil de gestion »



Trouver un article ?

Rechercher dans le site



Dans le moteur de recherche du site, saisir le titre de l'article.

Pour un plan d'urgence !

A rentrée exceptionnelle sur fond de crise sanitaire, moyens exceptionnels, dotation supplémentaire et investissement massif dans le service public d'éducation pour la réussite de tous les élèves... Et bien, c'est NON pour JMBlanquer et NON pour le président Macron qui a même affirmé que "ce ne sont pas des enseignant·e·s supplémentaires qui vont redresser le pays" !

Une dotation insuffisante, conjuguée à des mesures d'affichage non financées (dédoublés des classes, GS à 24, non-fermetures dans les communes de moins de 5000 habitant·e·s) laissent notre département dans une situation jamais vue depuis des décennies.

Alors quand le besoin de remplacement explose avec la multiplication des enseignant·e·s à l'isolement ou bien positif·ves au virus, il ne reste plus à notre administration que l'os à ronger tant la situation est critique :

- réquisition de toute la brigade Formation Continue (annulation des formations CAPPEI, direction d'école, etc.)
- réquisition des TR « ZILS REP + » (annulation de la pondération en REP+)
- réquisition des Maîtres·ses Mixité sociale et peut-être celle à venir d'autres collègues (enseignant·e·s des RASED E et G, comme envisagé par l'administration...)

- non remplacement d'absences pourtant prévues de longue date (congé maternité, etc.) et répartition des élèves dans des classes déjà surchargées, et tant pis pour le « nouveau protocole renforcé » de non-brassage !

Le ministère refuse toujours de faire appel aux listes complémentaires, et le DASEN vient d'annoncer le recrutement de 94 contractuels jusqu'en février. Ce n'est évidemment pas ce que demande le SNUipp-FSU, d'autant plus, que le DASEN lui-même se demande bien où il va trouver cette centaine de personnels...

Des milliards d'euros sont débloqués pour relancer l'économie, plus exactement pour financer sans contrepartie les grandes entreprises, dont les salarié·e·s subissent licenciements et plans sociaux. Mais c'est dans l'Ecole que la France, mauvais élève des comparaisons internationales, doit investir d'urgence.

C'était le sens de notre appel à la grève le 10 novembre. La préparation du budget 2021 devra être une prochaine étape de mobilisation pour exiger des moyens pour l'Ecole.

Des articles de notre site pour aller plus loin

[- Lettre au Ministre Ecole sinistrée, situation d'urgence dans la Haute-Garonne \(cliquer ICI\)](#)

[- Tract Intersyndical éduc 31 : Suite au succès de la grève du 10 novembre, poursuivons sur cette dynamique !](#)

Historique !

Grenelle : 12,50 € pour 70% des collègues !



"Il se moque du dialogue social",

(Benoît Teste, secrétaire général de la Fsu)

C'est connu, plus on en parle, moins on le fait...

Et bien, JM Blanquer (et ce gouvernement) ne cessent de parler du dialogue social avec les syndicats, alors que ceux-ci et leurs propositions/revendications sont parfaitement ignorées, en dehors d'un affichage virtuel... Ainsi, les annonces de la dite « revalorisation » ont été faites aux collègues, en plein milieu de réunion avec les organisations syndicales (affichage...).

Quelles sont donc ces fameuses annonces, qualifiées d'historiques par le ministre ?

Les enseignants et les psychologues percevront une prime d'équipement informatique de 150€ en janvier 2021 (12,50€/mois).

Une prime d'attractivité (waoouh !) sera versée en mai 2021 mais seulement jusqu'à l'échelon 7 inclus. Elle sera identique pour tous les corps et représentera 100€ net par mois pour l'échelon 2 mais seulement 35€ aux échelons 6 et 7.

Ajoutons à cela l'augmentation du taux d'accès à la hors classe qui passera de 17 à 18% en 2021 (1700 promotions supplémentaires) et on est loin du compte !

Deux ans après avoir lancé un pseudo « observatoire de la rémunération des enseignant·e·s », les annonces de la rue de Grenelle ne peuvent que décevoir. N'oublions pas non plus, que cette « revalorisation » devait compenser les pertes des pensions dues à la réforme des retraites.

Alors, si ces quelques miettes sont à mettre au compte de nos mobilisations, c'est largement insuffisant et cela confirme encore une fois au mépris du ministre envers les enseignant·e·s.

Rattraper le retard de rémunération des enseignant·e·s par rapport à leurs homologues européens nécessiterait une revalorisation des grilles indiciaires de 150 points, soit 700 € par mois, en début de carrière et dégressive jusqu'à 100 points, soit 470 €, en fin de carrière. Sans oublier un doublement de l'ISAE, indemnité à étendre à tous les PE, et une allocation d'équipement de 500€.

Un article de notre site pour aller plus loin :

[- Revalorisation « historique » ???](#)

Totalitarisme 2.0 ?

Des attentats aux dérives sécuritaires et autoritaires...

Vers un totalitarisme 2.0 ?

Le gouvernement n'a pas perdu de temps pour récupérer politiquement l'horrible meurtre de notre collègue Samuel Paty et les attentats qui ont touché la France.

Usant et abusant des thématiques de la droite et de l'extrême droite sur l'islam, le conseil des ministres va examiner le 9 décembre une loi sur le « séparatisme ». Un des axes de cette loi consisterait à limiter ceci sans remettre en question les écoles confessionnelles et le contrôle des écoles privées hors contrat.

« L'islamisme politique » serait donc éradiqué en interdisant la scolarisation à domicile à 0,4% des enfants (50000/12,8 millions) !?

Mais pourquoi s'en tenir là et ne pas répondre aux cris affolés des plus sécuritaires de certains syndicats policiers ? Après tout, vous en reprendrez bien un peu non ?

Les députés de cette majorité mortifère ont donc déposé une proposition de loi dite de « sécurité globale ». Les articles 21, 22 et 24 de cette loi permettent aux forces de polices de « filmer par drone » les manifestations, tout en « transmettant en temps réel au poste de commandement » qui est autorisé à utiliser la reconnaissance faciale depuis 2012.

L'article 24 interdit aussi de filmer ou de diffuser des images de forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions...



Vers quelle société nous dirigeons-nous ?

Des articles de notre site pour aller plus loin :

[- #STOP Loi de Sécurité Globale](#)

[- Loi sécurité globale : sortir des logiques sécuritaires et renforcer la cohésion sociale](#)

Sans papier, acte IV !

**Egalité, Liberté,
Papiers !**

**RÉGULARISATION
DES SANS-PAPIERS
FERMETURE DES CRA
LOGEMENT POUR
TOUTES ET TOUS**

Malgré les centaines de km parcourus par les Sans-Papiers lors de l'Acte 3, la Marche nationale des Sans-Papiers du 19 septembre au 17 octobre, les milliers de villes et villages traversés, les centaines de réseaux mobilisés, les multiples rencontres et les dizaines de milliers de participant·e·s à la manifestation du 17 octobre à Paris... rien, Macron n'a pas eu un mot pour les Sans-Papiers.

Macron et ce pouvoir méprisent les habitant·e·s de ce pays, avec ou sans papiers.

Ils parlent de liberté. Mais après avoir refusé la liberté de circuler aux migrant·e·s, ils la limitent pour toute la population.

Le gouvernement prétend défendre la liberté d'expression, mais a interdit à la Marche nationale des Sans-Papiers de défilier vers l'Élysée le 17 octobre.

Par ailleurs, ils ne respectent pas le droit d'asile, alors même que l'État français est en partie responsable de

guerres et de partenariats économiques honteux qui provoquent l'exil.

Ils parlent d'égalité, mais la refusent aux Sans-Papiers et les inégalités explosent dans toute la société.

Nous appelons à faire converger tous ces efforts par des manifestations dans toutes les villes et les villages, sur tout le territoire le vendredi 18 décembre, journée internationale des migrant·e·s, pour la régularisation de tou·tes les Sans-Papiers, la fermeture des Centres de Rétention, le logement pour tou·te·s.

Nous appelons à faire triompher la liberté, l'égalité et la solidarité.

Sur notre site, des articles pour aller plus loin :

[- Soutien Intersyndical à la Marche Nationale des Sans Papiers](#)

[- Acte 4 des Sans Papiers : Egalité, Liberté, Papiers ! \(texte complet\)](#)

Le printemps reviendra...

**5° UDP, avec P.Meirieu,
Y.Chenouf et F.Lorcerie**

UNIVERSITÉ
5^{ème} de printemps
du SNUipp-FSU **31**



8 & 9 avril 2021

Inégalités sociales et scolaires exacerbées par la crise actuelle en lien avec la politique éducative de JM Blanquer

Après avoir été instituteur, professeur de collège et de lycée, **Philippe Meirieu** a été professeur des universités en sciences de l'éducation à l'université Lumière-Lyon 2. Il a également dirigé la chaîne de télévision pour l'éducation, CAP CANAL. Depuis le 22 mars 2010, à côté de ses activités universitaires, il est vice-président de la Région Rhône-Alpes délégué à la formation tout au long de la vie.



Du bon usage de la laïcité - Laïcité à l'école.

Françoise Lorcerie est directrice de recherche émérite à l'IREMAM (Institut de Recherches et d'études sur le Monde Arabe et Musulman), CNRS, Université d'Aix-Marseille .

« La prise en compte de la dimension culturelle dans les problématiques professionnelles par les enseignants et les éducateurs est l'un des défis actuels de l'éducation, de la laïcité, et de l'éducation à la laïcité. »



Questions de lecture, d'inégalités et d'enjeux éducatif, sociétal et politique

D'abord institutrice, **Yvonne CHENOUF** a travaillé pendant 20 ans à l'Institut national de la recherche pédagogique dans

l'équipe de Jean Foucambert, puis a enseigné en tant que professeur de français à l'IUFM de Créteil (Site de Livry-Gargan). Yvonne Chenouf écrit des articles et participe à des conférences sur les domaines croisés de la lecture et de la littérature à l'école. Elle anime la rubrique « Des enfants, des écrits » dans Les Actes de Lecture, revue de l'Association Française pour la Lecture dont elle est un membre actif (www.lecture.org).



Ateliers de mise en pratique avec :

GFEN : Groupe Français d'Education Nouvelle

OCCE : Office Central de la Coopération à l'Ecole

AGSAS : Association des Groupes de Soutien au Soutien

La brique : association de Pédagogie Institutionnelle

ICEM : Institut Coopératif de l'Ecole Moderne - Pédagogie Freinet

Bientôt sur notre site, d'autres infos à venir : lieu, modalités d'inscription, etc.